

Nouvelles perspectives en sciences sociales



Politiser l'économie : comment la théorie du capital comme pouvoir peut repenser la couverture journalistique de la Banque du Canada

Politicizing the Economy: How the Theory of Capital as Power Can Rethink the Media coverage of the Bank of Canada

Samuel Lamoureux

Volume 15, numéro 2, mai 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1071315ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1071315ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (imprimé)

1918-7475 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamoureux, S. (2020). Politiser l'économie : comment la théorie du capital comme pouvoir peut repenser la couverture journalistique de la Banque du Canada. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 15(2), 55–82. <https://doi.org/10.7202/1071315ar>

Résumé de l'article

Pour la théorie du capital comme pouvoir, la Banque du Canada n'est pas indépendante, mais bien une institution politique qui fait amplement partie du mode de pouvoir du capitalisme financier. Les journalistes économiques québécois interviewés dans cette étude couvrent toutefois la banque centrale comme une institution plus indépendante que les politiciens et considèrent son discours comme de la science. Cette situation est renforcée par l'omniprésence des économistes néoclassiques dans l'espace public, par le manque de disponibilité des sources critiques universitaires, mais aussi par les contraintes de vitesse de publication. Conséquemment, les journalistes économiques renforcent l'hégémonie du discours néoclassique dans l'espace public, et donc légitiment l'ordre institutionnel du capitalisme financier.

Tous droits réservés © Prise de parole, 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Politiser l'économie : comment la théorie du capital comme pouvoir peut repenser la couverture journalistique de la Banque du Canada

SAMUEL LAMOUREUX

Université du Québec à Montréal, Canada

« La banque [du Canada] est indépendante.
Quand elle parle, je prends ça à peu près pour des faits.

J'accorde beaucoup de fiabilité au rapport sur la politique monétaire.
Je prends les recherches de la banque centrale pour un bon travail
universitaire. C'est le travail d'un expert qui a fait de son mieux.
Il faut prendre ça comme de la science.

La Banque du Canada est indépendante. Il faut prendre ce qu'elle dit pour des faits et de la science. Ces paroles tirées d'une de mes entrevues semi-dirigées avec des journalistes économiques ne sont pas incongrues¹, elles représentent plutôt la norme du discours public, médiatique et scientifique sur le sujet². Depuis que les banques centrales ont acquis progressivement leur « indépendance » des États du monde occidental dans la

¹ J'ai interviewé pour cet article plusieurs journalistes économiques québécois. Je détaille le tout dans la section consacrée à la méthodologie.

² Laurence Scialom, *Économie bancaire*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2013.

deuxième moitié du XX^e siècle, ces institutions et leurs porte-paroles (gouverneurs, sous-gouverneurs) sont devenus les principaux représentants de la rationalité économique³. Leurs discours et leurs communiqués de presse, où chaque mot est scrupuleusement pesé et pensé, sont scrutés à la loupe par tous les stratèges du monde économique. C'est que la Banque du Canada est l'institution financière la plus importante du pays et son action principale, l'élévation, la baisse ou le maintien du taux directeur, a un impact direct sur la croissance, l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. Les journalistes économiques doivent donc rapporter de manière constante les communications de la banque centrale et surtout couvrir celle-ci comme une institution indépendante.

Mais qu'en est-il vraiment ? Ces affirmations, découlant de la pensée économique orthodoxe, se doivent d'être critiquées. Inspiré par la théorie du capital comme pouvoir et des économistes institutionnalistes⁴, je postule dans cette étude qu'en situation de capitalisme monopoliste largement financiarisé, il n'existe pas de séparation entre l'économie et la politique. La Banque du Canada n'est donc pas indépendante, mais plutôt au service du déploiement idéologique de l'économie néoclassique⁵. Cela a des implications majeures quant à la couverture médiatique des communications de l'institution. Mon argument principal est que les journalistes économiques couvrant la Banque du Canada de manière non politique ne font que véhiculer son discours orthodoxe légitimant le mode de pouvoir du capitalisme.

³ Frédéric Lebaron, *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 2000, p. 169-182.

⁴ Pour les économistes institutionnalistes comme Thorstein Veblen, ou John Kenneth Galbraith, l'ordre économique se fonde sur des institutions historiquement déterminées et non sur des lois naturelles universelles.

⁵ L'économie néoclassique est la théorie dominante et orthodoxe en économie. Elle explique « les phénomènes économiques et sociaux à partir des choix des individus qui composent la société » (Emmanuelle Bénicourt et Bernard Guerrien, *La théorie économique néoclassique. Microéconomie, macroéconomie et théorie des jeux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2008, p. 5).

Ce texte sera divisé en quatre parties. Je me pencherai tout d'abord sur les études critiques effectuées sur le journalisme économique et les banques centrales. J'expliquerai ensuite mon cadre théorique : la théorie du capital comme pouvoir. Suivront une description de ma méthodologie mixte et une présentation des résultats de ma recherche.

Constats et limites des études critiques sur le journalisme économique

Peu étudié au XX^e siècle, le journalisme économique commence surtout à intéresser les chercheurs à partir de la crise économique de 2007-2008⁶. Les études sur le sujet, surtout réalisées dans le monde anglo-saxon et tournées vers les grands médias américains, sont majoritairement critiques du travail des journalistes : les articles s'adressent de plus en plus aux investisseurs, et non au grand public ; les enjeux importants comme les plans de relance sont cadrés en faveur des arguments orthodoxes ; les sources citées sont restreintes à quelques spécialistes⁷. Les reporters économiques sont critiqués pour manquer de connaissance sur la pensée économique et pour ne pas remplir leur rôle de « chien de garde ».

Plusieurs causes extérieures permettent de comprendre cet état de fait : les relations publiques sont plus étanches pour donner l'accès aux sources, la convergence et les nouvelles technologies de l'information et de la communication imposent un rythme de publication en temps réel qui empêche de prendre du recul et de consulter une variété de sources. Également, les patrons de presse ne favorisent pas les textes sur des sujets trop abstraits et peu vendeurs mais pourtant importants comme, par exemple, le marché des dérivés de crédit⁸.

⁶ Steve Schifferes et Richard Roberts (dir.), *The Media and Financial Crises: Comparative and Historical Perspectives*, Londres, Routledge, 2015.

⁷ Voir Sophie Knowles, Gail Phillips et Johan Lidberg, « Reporting the Global Financial Crisis: A Longitudinal Tri-Nation Study of Mainstream Financial Journalism », *Journalism Studies*, vol. 18, n° 3, 2017, p. 322-340 ; Anya Schiffrin (dir.), *Bad News: How America's Business Press Missed the Story of the Century*, New York, The New Press, 2011.

⁸ Damien Tambini, « What Are Financial Journalists for? », *Journalism Studies*, vol. 11, n° 2, 2010, p. 158-174.

Cette littérature a également comme angle mort l'analyse de médias non écrits, de médias non américains et aussi de journalistes affectés à la couverture de la politique monétaire⁹. Comme l'affirme Ibrahim Seaga Shaw, la couverture journalistique de la macroéconomie (la politique monétaire, l'inflation) est probablement plus problématique que la couverture de la microéconomie (les consommateurs, les entreprises) qui impose un contact plus concret avec le public¹⁰.

Une autre des limites majeures de la littérature sur le journalisme économique est que cette spécialisation n'est examinée qu'en temps de crise¹¹ (crise économique, crise d'austérité budgétaire). Les chercheurs en viennent donc à considérer que les problèmes dans la couverture journalistique ne sont dus qu'à des situations exceptionnelles, et non à un lien fondamental entre le journalisme et la forme institutionnelle présente du capitalisme. Cela provient d'un biais libéral en études médiatiques qui pousse les chercheurs à analyser les médias dans leur lien avec la démocratie libérale et ses soubresauts cycliques et non dans leur lien avec le mode de pouvoir du capitalisme¹² (tel que je le présenterai dans le cadre théorique).

Considérant ces angles morts de la littérature scientifique sur le sujet, j'ai choisi d'étudier le journalisme économique québécois dans une partie bien précise mais aussi régulière et routinière de son travail : la couverture des communications de la Banque du Canada.

Très peu de textes analysent les communications de la Banque du Canada dans une perspective critique de l'économie néoclassique.

⁹ Micky Lee, « A Review of Communication Scholarship on the Financial Markets and the Financial Media », *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014, p. 718.

¹⁰ Ibrahim Seaga Shaw, *Business Journalism: A Critical Political Economy Approach*, Londres, Routledge, 2016, p. 81.

¹¹ Laura Basu, Steve Schifferes et Sophie Knowles (dir.), *The Media and Austerity: Comparative Perspectives*, Londres, Routledge, 2018.

¹² Barbie Zelizer, « On the Shelf Life of Democracy in Journalism Scholarship », *Journalism*, vol. 14, n° 4, 2013, p. 459-473 ; John Grönvall, « De-Coupling of Journalism and Democracy: Empirical Insights from Discussions with Leading Nordic Media Executives », *Journalism*, vol. 16, n° 8, 2015, p. 1027-1044.

La plupart des études sur cette institution relèvent de la science économique où les chercheurs vont surtout tenter de repérer des liens de causalité entre communication de la banque centrale et volatilité des marchés financiers¹³. Certains s'autorisent des chemins de traverse. Marc-André Pigeon emploie l'analyse de discours pour critiquer les métaphores utilisées par la banque centrale (de la guerre à la maladie, par exemple)¹⁴, tandis qu'Éric Pineault analyse le tournant communicationnel du mode de régulation de l'institution¹⁵, mais aucune étude ne s'intéresse à la relation entre les communications de la Banque du Canada et les journalistes économiques québécois dans une perspective critique de l'économie néoclassique. Si d'autres chercheurs ont eu recours à l'économie post-keynésienne pour critiquer le rôle des médias dans la symbiose avec leurs sources du monde des affaires¹⁶, je me tourne davantage vers l'économie institutionnaliste, et plus précisément la théorie du capital comme pouvoir, pour reproblématiser cet enjeu.

La théorie du capital comme pouvoir

Le but premier de la théorie du capital comme pouvoir est de redéfinir ce qu'est le capital, et donc – question classique de l'économie politique – d'où provient la valeur. Pour Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler, les conceptions du capital de l'économie néoclassique et du marxisme sont incapables de penser la forme institutionnelle qu'a prise le capitalisme au XXI^e siècle. Le

¹³ Bernd Hayo et Matthias Neuenkirch, « Bank of Canada Communication, Media Coverage, and Financial Market Reactions », *Economics Letters*, vol. 115, n° 3, 2012, p. 369-372.

¹⁴ Marc-André Pigeon, « The Wizards of Oz: Peering behind the Curtain on the Relationship between Central Banks and the Business Media », dans Dwayne Winseck et Dal Yong Jin (dir.), *The Political Economies of Media. The Transformation of the Global Media Industries*, Londres, Bloombury, 2011, p. 255-271.

¹⁵ Éric Pineault, « La Banque du Canada et la dissolution de l'État providence canadien », mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec, 1998, p. 120-141.

¹⁶ Peter A. Thompson, « Invested Interests? Reflexivity, Representation and Reporting in Financial Markets », *Journalism*, vol. 14, n° 2, 2013, p. 208-227.

capital, pour ces auteurs, n'est ni l'accumulation de biens d'équipements matériels telles les machines, les matières premières, la connaissance (économie néoclassique), ni une relation sociale incorporée dans des unités de travail abstrait socialement nécessaire (marxisme), mais bien une quantification symbolique du pouvoir¹⁷. Ce n'est pas que les thèses marxistes ou néoclassiques sont fausses : elles peuvent fonctionner dans une économie de concurrence parfaite. Mais dans notre économie fondée sur le monopole des grandes entreprises¹⁸ largement financiarisées¹⁹, le capital repose sur le pouvoir de capitalisation des entreprises qui est la valeur actualisée d'un flux de revenus futur. En d'autres mots : « le capital est la capitalisation de revenus futurs espérés²⁰ ». C'est la capacité à faire des bénéfices, « la valeur actuelle des profits que l'on espère faire en vertu du fait qu'on possède des choses²¹ ».

En effet, la fable économique du marché parfait où se rencontre le producteur voulant maximiser ses profits et le consommateur ses intérêts n'a aujourd'hui plus aucun sens, surtout pour les travailleurs. Pour une multinationale, la courbe de demande n'est plus une condition externe émanant de la rationalité des consommateurs avertis, comme le voudrait l'économie néoclassique, mais bien un contexte social malléable qui peut être influencé par plusieurs mécanismes d'accumulation (publicité,

¹⁷ Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler, *Le capital comme pouvoir. Une étude de l'ordre et du créordre*, Paris, Max Milo Éditions, coll. « L'inconnu », 2012, p. 26.

¹⁸ Au sens où Éric Pineault parle de la « corporation » qu'il définit comme étant « forme instituée de la grande entreprise » dans le capitalisme avancé (Éric Pineault, « Quelle théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé ? », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 45, 2008, p. 116.

¹⁹ Je fais référence au capitalisme financier dans le sens que ce système impose depuis les années 1980 la financiarisation du contrôle des grandes entreprises. La stratégie des grandes entreprises financiarisées se concentre sur la valorisation des titres boursiers et, comme l'écrit L'Italien, « diriger la corporation [signifie] désormais gérer en fonction des indicateurs financiers, situant l'efficacité de la compagnie dans l'échelle de classement établie par les analystes financiers » (François L'Italien, *Béhémot capital. Genèse, développement et financiarisation de la grande corporation*, Montréal, Nota bene, coll. « Société », 2016, p. 303).

²⁰ Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler, *op. cit.*, p. 363.

²¹ *Ibid.*, p. 396.

marketing, obsolescence programmée). Les grandes entreprises sont maintenant beaucoup plus puissantes que les consommateurs et leur seul objectif est de concentrer la richesse et de projeter leur profit dans le futur. Plutôt que de simplement vendre des marchandises à des prix supérieurs à leur coût de production, les grandes entreprises anticipent leur profit en fixant les prix et en contrôlant les firmes rivales.

Ce contexte historique, couplé à la financiarisation de l'économie depuis les années 1980, change complètement la conception traditionnelle du capital. Comme l'écrivent les auteurs : « les valeurs travail et les prix de production nous en disent très peu sur ce qui importe véritablement aux capitalistes : la capitalisation de leurs actifs sur les marchés d'action et d'obligation²² ». La stratégie des grandes entreprises se concentre en grande partie sur la maximisation du rendement de titres boursiers : ceux-ci sont devenus des actifs dans le portefeuille des organisations financières comme les banques d'investissement²³. Cette financiarisation de l'économie impose également un rapprochement entre la communication et la finance, car désormais les profits de l'économie spéculative doivent être imaginés et surtout anticipés.

Mais la plus grande originalité de la théorie du capital comme pouvoir n'est pas la conception du capital. D'autres chercheurs critiques avaient aussi identifié le fait que « le capital d'une grande entreprise est largement déterminé par sa capacité à générer des flux de revenus futurs²⁴ ». Ou, dans le même esprit, que la valeur spéculative correspond à la différence entre la valeur d'échange, selon des mesures comptables de base, et une valeur d'échange réelle, basée sur des estimations futures²⁵. Mais l'apport le plus original est plutôt le fait que, pour les auteurs, la monopolisation du capitalisme financier abolit les frontières entre l'économie et le politique.

²² *Ibid.*, p. 163.

²³ François L'Italien, *op. cit.*, p. 303.

²⁴ *Ibid.*, p. 222.

²⁵ Aeron Davis, « Defining Speculative Value in the Age of Financialized Capitalism », *The Sociological Review*, vol. 66, n° 1, 2018, p. 13.

Parce que les grandes entreprises évoluant dans le capitalisme financiarisé ont besoin d'augmenter constamment leurs rendements, elles ont besoin de stimuler leur productivité et d'obtenir toujours une meilleure place sur le marché. Le but des grandes entreprises n'est pas aujourd'hui de faire de l'argent, mais d'en faire plus que leurs concurrents : c'est le concept d'« accumulation différentielle ». Le capital s'accumule de manière toujours plus concentrée, et les grandes entreprises qui ne suivent pas le rythme des multinationales se font tout simplement acheter. Il existe plusieurs moyens d'augmenter son accumulation différentielle :

Ces moyens incluent des limitations directes, tels que les prix d'éviction, les collusions formelles et informelles, la publicité et les contrats exclusifs. Ils incluent aussi des stratégies plus globales comme l'éducation ciblée, les lois sur les brevets et les droits d'auteur, les politiques industrielles, les régulations financières, une imposition à un taux préférentiel, des monopoles légaux, la législation du travail, des accords sur ou des barrières de commerce et à l'investissement et l'usage de la force, y compris militaire, pour réaliser des objectifs commerciaux différentiels²⁶.

Or, bon nombre de ces stratégies d'accumulation différentielle reposent sur le soutien de politiques publiques. Microsoft a par exemple besoin des brevets de l'État et des droits de propriété intellectuelle pour exploiter ses logiciels et pour accumuler du capital. Les constructeurs automobiles ont aussi besoin que l'État construise les routes et limite l'offre de transport en commun, mais aussi délimite les réglementations environnementales. Considérant que la valeur d'une entreprise en bourse repose beaucoup sur sa capacité à contrôler les risques, les possibles réglementations de l'État par exemple sur la vie privée, la propriété ou l'évasion fiscale ont un impact majeur sur ses perspectives de croissance²⁷. Selon Nitzan et Bichler, la politique et l'économie sont maintenant liées dans la reproduction des meilleures conditions permettant l'accumulation différentielle du capital. Cette position, loin d'être une aberration, correspond à une intuition ancienne des économistes hétérodoxes. Les économistes marxistes

²⁶ Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler, *op. cit.*, p. 423.

²⁷ Maxime Ouellet, *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*, Montréal, Écosociété, 2016, p. 135.

Paul A. Barran et Paul Sweezy en avaient déjà émis l'hypothèse avec la capacité de l'État à écouler les surplus économiques avec les dépenses militaires²⁸. Comme le résume l'historienne Ellen Meiksins Wood : « The economic imperatives of capitalism are always in need of support by extra-economic powers of regulation and coercion, to create and sustain the conditions of accumulation and maintain the system of capitalist property²⁹ ».

Le concept d'accumulation différentielle et la non-séparabilité entre économie et politique permettent également de comprendre pourquoi Nitzan et Bichler préfèrent parler du capitalisme en tant que mode de pouvoir plutôt que comme mode de production. Pour eux, la capitalisation ne représente pas seulement la productivité et les machines dans une économie de marché, mais bien plus l'architecture symbolique du pouvoir social. En plus de déterminer les conditions de production, le capitalisme change aussi la technique, l'idéologie, la culture, et toutes les anciennes formes de pouvoir sont subsumées sous le nouveau langage de la quête de capitalisation. Le pouvoir pour Nitzan et Bichler n'est pas une chose, mais une relation entre des choses. Il ne se manifeste que par ses effets. Conséquemment, le mode de pouvoir du capitalisme comprend les institutions, les processus et les conflits à travers lesquels les capitalistes créent et reproduisent constamment la société, façonnant sa trajectoire afin d'atteindre leurs fins.

Si Nitzan et Bichler ne parlent pas spécifiquement de journalisme, on peut néanmoins déduire de leur argumentaire que le mode de pouvoir du capitalisme affecte aussi la sphère médiatique³⁰.

²⁸ Paul Sweezy et Paul A. Baran, *Le capitalisme monopoliste*, Paris, François Maspero, 1968, p. 200.

²⁹ Ellen Meiksins Wood, *The Origin of Capitalism: A Longer View*, New York, Verso, 2002, p. 178.

³⁰ Dans un article, Nitzan et Bichler font une fois référence aux médias de la façon suivante : « The leading capitalists and their investment organs are taking over larger and larger chunks of our natural resources, human-made artefacts and collective knowledge; they formulate and steer public policy to their own advantage; and they dominate ideology, education and the mass media » dans Shimshon Bichler et Jonathan Nitzan, *The Enlightened Capitalist*, The Bichler and Nitzan Archives, Toronto (Ontario), 2014, p. 5,

Pour eux, la culture, les médias de masse et la consommation, par exemple, sont aussi importants pour l'accumulation différentielle que la production³¹. Non seulement les médias sont souvent des entreprises cotées en bourse qui doivent capitaliser en vendant le temps d'écoute du public aux publicitaires, mais ils jouent aussi un rôle, comme je le démontrerai, dans le maintien de plusieurs mythes tenaces concernant entre autres le fonctionnement de notre économie et sa supposée séparation avec le politique³². Ce mythe s'applique certainement au rôle des banques centrales.

La Banque du Canada, une institution politique

Définie dans l'optique de l'économie institutionnaliste, une banque centrale est « une institution qui à son niveau le plus général exerce, pour le compte d'un État, le monopole de l'émission de monnaie à cours légal sur son territoire national³³ ». Enquêter sur le rôle des banques est très important, car celles-ci « détiennent un monopole institutionnel qui leur confère un pouvoir immense dans l'économie, le pouvoir de monnayage, c'est-à-dire de création monétaire par octroi de crédit³⁴ ». Avec la financiarisation de l'économie, le crédit devient en effet une nouvelle forme de médiation sociale, au même titre que les marchandises ou la monnaie, car celui-ci est une condition de possibilité pour permettre la reproduction du travail. Les banques centrales, en particulier, ont alors un rôle considérable à jouer puisque le taux directeur, leur outil principal, influe directement sur le taux

https://www.econstor.eu/bitstream/10419/157839/1/bna-397_20140400_bn_the_enlightened_capitalist.pdf.

³¹ Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler, *op. cit.*, p. 43.

³² Dwayne Winseck, « Reconstructing the Political Economy of Communication for the Digital Media Age », *The Political Economy of Communication*, vol. 4, n° 2, 2016, p. 73-114.

³³ Éric Pineault, « La Banque du Canada et la dissolution de l'état providence canadien », *op. cit.*, p. 29.

³⁴ Éric Pineault, « Quelle théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé ? », *op. cit.*, p. 129. Notons que, dans la formulation de ce dernier propos, Pineault s'inspire de Michel Aglietta et Jean Cartelier, « Ordre monétaire des économies de marché », dans Michel Aglietta et André Orléan (dir.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, coll. « Histoire et document », 1998, p. 129-157.

auquel les institutions bancaires de dépôt se prêtent mutuellement des fonds. Bien sûr la banque centrale n'accorde pas du crédit comme le fait une banque normale, son rôle est plutôt de maintenir le niveau de la monnaie en haussant ou baissant son taux directeur pour respectivement combattre ou stimuler l'inflation.

La doxa libérale voudrait que la Banque du Canada, comme toutes les banques centrales, ait acquis son indépendance du pouvoir politique au milieu du XX^e siècle. Dans le cas canadien, ce statut fut acquis dans les années 1960 à la suite de la démission du gouverneur James Coyne qui reprochait au premier ministre John Diefenbaker d'instrumentaliser la banque centrale pendant la campagne électorale de 1961 avec des politiques monétaires jugées trop expansionnistes³⁵. L'indépendance des banques centrales est acquise partout ailleurs en Occident au même moment, et renforcée surtout à la suite de la « crise inflationniste » des années 1970³⁶.

Mais une banque centrale est-elle vraiment indépendante comme nous le laisserait croire l'économie néoclassique ? Selon la théorie du capital comme pouvoir, la Banque du Canada ferait plutôt partie du mode de pouvoir du capitalisme financiarisé. Dans ce schéma, son rôle principal est de limiter la possibilité qu'ont les États de monnayer leur dette sociale. Le sociologue Maurizio Lazzarato explique très bien ce rôle : l'indépendance des banques centrales est un geste politique qui avait au départ l'objectif d'interdire aux collectivités locales d'être financées par l'émission de monnaie mais uniquement par le recours aux marchés financiers.

C'est ce qu'on appelle l'« indépendance de la banque centrale » qui, traduit en langage courant, signifie plutôt dépendance des marchés, puisque cette loi établit l'obligation de recourir aux créanciers privés et aux conditions dictées par les propriétaires de titres, actions et obligations.

³⁵ Éric Pineault, « La Banque du Canada et la dissolution de l'état providence canadien », *op. cit.*, p. 120-141.

³⁶ Stanley Fischer, « Central-Bank Independence Revisited », *The American Economic Review*, vol. 85, n° 2, 1995, p. 201-206.

Avant cette loi, l'État pouvait se financer auprès de la banque centrale sans payer d'intérêt et en remboursant au fur et à mesure de l'entrée de ses recettes³⁷.

Dans la même optique, Éric Pineault analyse le tournant monétariste des banques centrales. Pour le sociologue, un des facteurs principaux qui ont favorisé la mise en place de banques centrales au début du XX^e siècle est la généralisation des politiques économiques d'inspiration keynésienne³⁸. En effet, pour l'auteur, la création de la Banque du Canada en 1934 coïncide avec le début de la mise en place de l'État providence canadien (un État fort adoptant des politiques économiques et sociales pour améliorer le sort de ses citoyens). À ses débuts, la Banque du Canada opte pour un mode de régulation providentialiste. Son mandat vise entre autres le bien-être du citoyen par le maintien de la valeur de la monnaie. L'institution apparaît donc pour des raisons politiques : elle doit appliquer une politique monétaire comme composante d'une politique économique plus globale.

Mais ce mode de régulation ne dure pas longtemps, influencée par la financiarisation de l'économie et la montée de l'école monétariste néoclassique, la Banque du Canada effectue dans la deuxième moitié du XX^e siècle une transition du mode de régulation providentialiste au mode de régulation monétariste³⁹. Du point de vue de ce dernier mode, inspiré par Milton Friedman et l'école de Chicago, la régulation macroéconomique se réduit à l'intervention dans la sphère monétaire pour ajuster le rythme de création monétaire. L'indépendance de la banque centrale est pour Pineault un rejet de la vision keynésienne qui voyait un lien entre la politique monétaire et la politique économique. Les États ont ainsi abandonné leur souveraineté monétaire dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Le geste affecte donc directement (et affaiblit) le pouvoir d'action monétaire des États

³⁷ Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*, Paris, Amsterdam, 2011, p. 19.

³⁸ Éric Pineault, « La Banque du Canada et la dissolution de l'état providence canadien », *op. cit.*, p. 29.

³⁹ *Ibid.*, p. 121.

souverains. Frédéric Lebaron explique ainsi que la supposée indépendance des banques centrales « dépossède certains agents du champ politique d'une partie de leur souveraineté, c'est-à-dire de leurs pouvoirs spécifiques, au nom d'une nouvelle forme de légitimité politique⁴⁰ ».

Si je ne partage pas nécessairement le vocabulaire de Pineault sur les « modes de régulation » qui trahit sa dépendance à l'endroit de l'école de la régulation, une théorie hétérodoxe en économie, je tends à être d'accord avec lui quand il théorise, comme Lazzarato, la remise en question de l'indépendance des banques centrales. Face à cette vision des choses, couvrir l'institution comme une structure indépendante revient à véhiculer l'économie orthodoxe et à renforcer le mode de pouvoir du capitalisme financier. C'est ce que je tenterai de prouver avec les résultats de ma recherche.

Méthodologie

J'ai, pour réaliser cette étude, cherché à articuler deux méthodes qualitatives : l'analyse de contenu et l'entrevue semi-dirigée.

Dans la première phase de la collecte de données, j'ai analysé 104 articles de trois médias québécois (*La Presse*, *Radio-Canada*, *Les Affaires*) traitant des communications de la Banque du Canada de décembre 2017 à 2018. Les mots clés « Banque du Canada », « banque centrale » ou « communication de la Banque du Canada » devaient apparaître dans les articles trouvés sur la banque de données Eureka. J'ai forgé cinq indicateurs thématiques pour repérer les postulats néoclassiques : (1) l'inflation comme phénomène monétaire, (2) une crise économique comme dysfonctionnement du système, (3) l'hyper-rationalité des agents économiques, (4) une position favorable au libre-échange sans entrave, (5) l'endettement comme outil qui permet de mieux répartir les dépenses.

Dans la deuxième étape de la recherche, j'ai interviewé des journalistes économiques québécois couvrant la politique monétaire et les communications de la Banque du Canada pour également

⁴⁰ Frédéric Lebaron, *op. cit.*, p. 208.

recueillir leurs versions des faits. J'ai donc effectué huit entrevues semi-dirigées (un nombre important considérant qu'une dizaine de journalistes couvrent ce sujet, selon mon estimation) d'environ 1 h 30 pour comprendre le rapport qu'entretiennent les journalistes avec la banque centrale. Ceux-ci la considèrent-ils comme indépendante et neutre ou plutôt comme une institution avec des objectifs politiques ? Couvrent-ils la banque de la même façon que, par exemple, le ministre des Finances. Je présente ces résultats dans la prochaine partie. Les noms des journalistes ont été remplacés par un code alphanumérique (J1-J8). L'échantillon est représentatif de la population : il comporte des journalistes qui sont en début de carrière, en milieu de carrière ou à la retraite, qui travaillent pour des médias publics, privés, indépendants ou pour une agence de presse. Seulement un journaliste du lot avait une formation universitaire en économie.

Je tiens à préciser que chaque fois que le texte fera référence aux communications de la Banque du Canada, il sera sujet ici du Rapport sur la politique monétaire publié quatre fois par année par l'institution. La Banque du Canada publie aussi des allocutions, des témoignages, des conférences de presse et des entrevues, mais j'ai choisi de diriger mon attention sur le Rapport car il s'agit de la communication la plus attendue des médias (parce qu'annonçant la hausse, la baisse ou le maintien du taux directeur)⁴¹.

Une vision biaisée de la banque centrale

Les résultats de mon analyse de contenu démontrent que 97 % des articles (101 sur 104) sur les communications de la Banque du Canada véhiculent au moins un postulat de l'économie néoclassique sans le mettre en relation avec un postulat hétérodoxe ou critique de l'économie. Voici un tableau qui détaille la différence entre un postulat orthodoxe et un postulat hétérodoxe, suivi de quelques articles véhiculant des postulats orthodoxes.

⁴¹ Laurence Scialom, *op. cit.*, p. 108-112.

Tableau 1

Les indicateurs de postulats économiques dans les articles sur les communications de la Banque du Canada

Indicateurs	Postulats économiques	
	Orthodoxe	Hétérodoxe
1) Inflation	Phénomène strictement monétaire. Le rôle de la banque centrale est de maintenir l'inflation à un taux bas et stable.	Peut avoir des causes sociales ou politiques. Les entreprises peuvent fixer les prix.
2) Rationalité des individus	Hyper-rationalité des agents économiques. Les individus adaptent leur comportement selon l'évolution de l'économie.	Les agents économiques ne sont pas rationnels. Ils sont sujets à de nombreux biais.
3) Crise économique	Vient de chocs externes. Par exemple les tensions commerciales ou un contexte géopolitique étranger peuvent ébranler l'économie.	Endémique au capitalisme. La bonne tenue de l'économie incite les investisseurs à prendre des risques.
4) Libre-échange	Le plus possible sans entrave. Le libre-échange est absolument nécessaire pour favoriser le commerce.	Doit être régularisé et limité. Le libre-échange non régulé mène à la formation de monopole.
5) Endettement	Un outil pour mieux répartir ses dépenses. La baisse des taux d'intérêt incite les gens à utiliser le crédit.	Une obligation imposée par le système. L'économie est menée par la dette.

Tableau 2

Illustrations des postulats économiques orthodoxes dans les articles sur les communications de la Banque du Canada

Indicateurs	Illustrations des postulats économiques orthodoxes
1) Inflation	La Banque du Canada a dû augmenter à trois reprises son taux directeur. Le but : éviter une surchauffe de l'économie et contrôler l'inflation. (Diotte, <i>Les Affaires</i> , 1 ^{er} mars 2018).
	Mettre en œuvre la politique monétaire qui vise à contenir l'inflation (<i>Radio-Canada</i> , 24 octobre 2018).
2) Rationalité des individus	Les dépenses des ménages sont freinées par les taux d'intérêt plus élevés (<i>Les Affaires</i> , 11 juillet 2018).
	Les consommateurs dépenseront moins, parce qu'ils seront freinés par l'augmentation des taux d'intérêt (Baril, <i>La Presse</i> , 11 juillet 2018).
3) Crise économique	La première sous-gouverneure de la banque centrale a évoqué la décision de baisser les taux d'intérêt en 2015 afin de redonner vie à une économie en perte de vitesse (<i>Radio-Canada</i> , 22 novembre 2018).
	Les tensions politiques sur la scène mondiale pourraient freiner la croissance de certaines économies (<i>Radio-Canada</i> , 30 mai 2018).
4) Libre-échange	Tout le monde ou presque au Canada est en faveur du libre-échange (Normand, <i>Les Affaires</i> , 19 mai 2018).
	Les tensions commerciales pèsent sur les investissements dans certains secteurs (<i>Les Affaires</i> , 11 juillet 2018).
5) Endettement	Ceux-ci [les Canadiens] en profitent [la croissance économique] pour acheter des actifs, ce qui est tout à fait normal à ce stade de leur vie (Diotte, <i>Les Affaires</i> , 1 mars 2018).
	[L'évolution des prix de l'immobilier est] la principale cause de l'élévation du niveau d'endettement des ménages. (Vallières, <i>La Presse</i> , 13 mars 2018).

Les résultats de cette analyse de contenu⁴² me permettent de conclure que les journalistes économiques québécois participent à l'expansion et à la diffusion de l'économie néoclassique, et donc du capitalisme financier en général, dans leur couverture de la Banque du Canada. Les journalistes invisibilisent des interprétations, ne mobilisent pas de sources diversifiées et sont trop près ou dépendants de sources du monde des affaires. Seule une source provenant de la société civile est citée dans les 104 articles, et la vaste majorité des autres sources proviennent soit de la banque centrale soit des grandes banques privées canadiennes. *Radio-Canada* cite le chef de la Banque du Canada et des économistes des grandes banques privées dans environ 40 % des articles. *La Presse* cite dans 30 % de ses articles le chef de la banque centrale mais dans 60 % des articles un économiste en chef d'une banque privée. Le journal *Les Affaires* cite également le chef de la banque centrale dans 25 % des textes, les économistes dans 45 %, en plus de faire intervenir des experts comme des stratèges en placement dans 30 % des cas. Les universitaires, chercheurs ou professeurs, ne sont quasiment pas présents (moins de 5 % pour chaque média), les politiciens non plus (moins de 10 %). Les articles n'utilisent régulièrement qu'une seule source officielle de la banque (35 % des cas).

Ces résultats ne sont pas étrangers à ce que suggère la littérature sur le sujet. Comme l'écrit Shaw :

Research suggests that [business journalists] have most of the time tipped the balance in favour of boosting the corporate interests of the owners of capital or the means of production and not necessarily the real producers and consumers of goods and services. Yet this is contrary to the social responsibility role of the business journalist, which is to hold power, be it political or corporate, to account in the interest of the general public⁴³.

⁴² J'ai présenté les résultats de mon analyse de contenu de façon plus détaillée dans un autre article : « Servir l'intérêt public ou l'orthodoxie économique ? Analyse comparative de la couverture médiatique des communications de la Banque du Canada », *Radiomorphoses*, 2020, à paraître.

⁴³ Ibrahim Seaga Shaw, *op. cit.*, p. 19.

Les résultats des entrevues semi-dirigées permettent de mettre en perspective ces résultats. Loin de se méfier de la banque centrale, tous les journalistes que j'ai interviewés considèrent que la Banque du Canada est une institution indépendante des pouvoirs politiques. En ce sens, celle-ci mérite une couverture particulière et surtout différente de celle accordée à la communication politique. Comme l'affirment trois interviewés :

C'est très, très sacré, l'indépendance de la banque. Un ministre des Finances ne commentera pas une décision de la banque. Chacun son métier et les vaches seront bien gardées. (J5)

Ce n'est pas un gouvernement [la Banque du Canada]. Ils n'essaient pas de se faire réélire. Ils ne sont pas dans l'intérêt politique. Alors on est sur une base fondamentale de connaissance et de compréhension de l'économie. (J3)

C'est une institution très rigoureuse, et les banques centrales sont toujours très rigoureuses parce que quand la banque centrale baisse ses taux d'intérêt ou bien annonce qu'elle va les monter, il y a plein de décisions qui vont se prendre dans le monde. [...] Donc nécessairement il faut toujours être rigoureux, mais je pense que cette institution-là a une rigueur exemplaire, c'est vraiment les meilleurs pour l'analyse économique. (J5)

Les journalistes sont convaincus qu'il existe une différence entre la communication de la banque centrale et la communication des politiciens. Je vais citer à ce propos une assez longue partie de mon entretien avec un journaliste qui est révélatrice de la vision qu'ont les journalistes de cette division (J2).

Quand elle communique, [la banque centrale] nous fait un portrait de l'état de l'économie avec des outils de mesure. Elle a accès à des statistiques. Elle consulte constamment les entreprises. Elle a accès à une masse d'informations et elle a une capacité de traiter cette information-là, qui est exceptionnelle, et de façon relativement indépendante... contrairement à un gouvernement ou dans certains cas... on a des fonctionnaires très compétents qui ont accès à plein d'informations, je ne mets pas en cause la validité des informations du ministère des Finances. Mais quand le ministre des Finances parle, je ne le traite pas de la même façon. Parce que j'entends un politicien chef de gouvernement qui a à se faire élire qui a une base électorale. Je ne prends pas ce qu'il dit pour du *cash*.

Tu fais plus confiance à un rapport de la Banque du Canada qu'à une déclaration du ministre des Finances ? Pourquoi ?

Parce que la banque est plus indépendante. Elle est inscrite dans une autre dynamique publique que mon politicien. Mais je fais vraiment la nuance entre si je parle à un fonctionnaire du ministère des Finances ou à un document officiel, moi, je n'ai pas de raison de mettre en doute ces données-là. La Banque du Canada fait toutes sortes d'affaires. J'accorde beaucoup de fiabilité au rapport sur la politique monétaire. Je prends les recherches de la banque pour un bon travail universitaire. C'est le travail d'un expert qui a fait de son mieux. Il faut prendre ça comme de la science. (J2)

Tel que l'envisage ce journaliste, les communications de la Banque du Canada sont considérées comme des faits purs, presque immuables. Il n'est pas possible de les remettre en question.

Il y a comme un tronc d'information qui est à peu près, qui est tellement factuel, qui est difficile, qui est presque immuable ; on n'est pas dans l'idéologie, c'est-à-dire on est dans l'idéologie si on n'est pas d'accord avec l'existence de la Banque du Canada, puis la cible d'inflation, puis la direction des taux d'intérêt. (J3)

La position officielle de la banque, c'est le taux est comme ça et on pense qu'il va encore monter ou on ne sait pas s'il va encore monter ; on pense que l'économie va ralentir ou, au contraire, va accélérer. Ça ne veut pas dire que ça va se passer, mais que la banque dise ça, c'est un fait. (J4)

Un seul journaliste nous mentionne l'importance du rôle de « chien de garde » des journalistes à l'endroit du discours de la banque et de ses gouverneurs. M. Poloz étant le gouverneur actuel de l'institution.

C'est important qu'on soit des *watch dogs* sur [le gouverneur de la banque centrale], *we have to challenge* le gouverneur sur ses propos ; des fois, il dit des choses il faut comme... vraiment, il doit expliquer ça ; des fois, on écrit qu'il y a des questions sur si M. Poloz pense à tout le monde ; je ne sais pas s'il pense seulement aux gens qui sont *upper middle class*, mais il faut qu'il pense aux gens qui sont *lower class* aussi. (J8)

Une des situations que rencontrent les journalistes dans leur couverture de la banque centrale est un problème de transparence et d'accessibilité. L'institution a accès à des bases de données confidentielles et à une foule d'analystes pour les interpréter. Quand celle-ci sort un chiffre ou une analyse, les journalistes n'ont pas le temps de refaire le calcul. Ils ne peuvent pas non plus vérifier l'authenticité des données.

Ils sortent des choses que, nous, on n'a pas les moyens de faire. On n'a même pas accès à leur banque de données. (J4)

Moi, quand je travaille, je suis tout seul, je n'ai pas de service de recherche avec moi. Alors, les services de recherche, on les prend où est-ce qu'on peut. Et, ça, ces notes économiques-là sont généralement bien rédigées. (J6)

Pour mettre en perspective les communications de la Banque du Canada, les journalistes vont régulièrement citer les économistes en chef des banques privées du Canada (Banque Nationale ou Banque TD, par exemple). Ces économistes sont majoritairement néoclassiques et ne remettent jamais en question le rôle de la banque centrale. Un journaliste est à cet égard conscient du biais idéologique de certains économistes avec qui il collabore, mais sur le sujet bien précis de la politique monétaire, ceux-ci sont les mieux placés pour intervenir dans les articles.

On sait de quelle idéologie ils sont, ils sont du côté des marchés financiers, ce n'est pas des libertaires pour autant. Mais ils font vraiment de la bonne recherche. (J4)

Dans les analystes des titres financiers, la plupart sont associés à des banques. Donc il n'y a pas beaucoup de gauchistes, puis, là, moi, je suis un social-démocrate, mais il n'y en a pas beaucoup ; ils peuvent l'être peut-être dans leur cœur et leur esprit, mais, je veux dire, ils ne sont pas reconnus pour être à gauche. Donc, là, c'est plus dur. (J5)

Questionnés pour savoir s'ils pourraient diversifier davantage leurs sources et leurs analyses concernant les communications de la Banque du Canada, deux journalistes me mentionnent qu'ils le feraient s'ils le pouvaient, mais que, dans le cas de la politique monétaire, trouver un point de vue divergent est difficile, et parfois inutile.

On pourrait avoir un point de vue anti Banque du Canada, il y a des gens qui pensent que la Banque du Canada devrait être abolie, bon. Mais, là, on n'est pas dans cet ordre d'idée là. Là, on fonctionne avec des institutions qui existent ; la Banque du Canada existe, gère sa politique monétaire en fonction du taux d'inflation, etc. Les banques s'harmonisent un peu par rapport à leur taux préférentiel, etc. Donc il faut expliquer l'économie à la société, comment elle fonctionne présentement. À moins qu'il y ait une révolution qui arrive, là, mais je ne le sens pas venir prochainement, donc, en attendant, on va expliquer comment ça se passe présentement. (J3)

Je suis dans un journal généraliste, je ne suis pas un journal de combat. (J2)

Il est difficile de trouver des sources pouvant intervenir sur la politique monétaire. Un journaliste me répète que nous vivons dans un petit pays (J4), et qu'il est possible de manquer de sources fiables et d'en faire le tour rapidement. Un autre journaliste remet toutefois en question cette impossibilité.

Trouver quelqu'un, peut-être que c'est possible ; mais, honnêtement, moi, je l'aurais essayé, mais peut-être que, quand ça fait quinze ans que tu essaies, j'aurais peut-être abandonné comme lui ; mais, comme je te dis, c'est que les journalistes économiques, à un moment donné, ils font partie de l'espèce de système, tu sais, ils ont leurs contacts ; tu veux aller vite, c'est bien plus simple. (J7)

Les universitaires sont des sources fiables et critiques qui pourraient venir contraster la parole de la banque centrale et des économistes néoclassiques. Mais six des journalistes interviewés m'ont plutôt raconté leur relation conflictuelle avec les sources universitaires. Ceux-ci sont peu fiables et peu rapides. Ils sont aussi méfiants et en retard sur l'actualité.

Un, [les universitaires] ne répondent pas au téléphone ; deux, ils ne comprennent pas, contrairement à bien des économistes, qu'on est pressé, là. (J6)

Quand j'ai commencé mon travail, je pensais que les sources gouvernementales où les professeurs d'université allaient être des grandes sources ; mais, écoute, les universitaires, souvent, c'est régulier qu'ils ne te répondent pas, ils te rappellent deux semaines plus tard, ils sont un peu déconnectés. (J7)

Un prof d'université, il est habitué d'expliquer longuement, longuement, longuement parce que c'est son travail. Moi, je ne veux pas avoir un cours du soir, je veux avoir une réponse. Et ils sont aussi par moment un peu méfiants, je te dirais, par moments avec raison, que leurs propos soient mal interprétés. (J6)

Pour les journalistes, les universitaires n'évoluent pas dans une sphère temporelle assez rapide. Les reporters ont besoin d'une réponse courte quelques heures au maximum après l'annonce de la nouvelle en question. Les universitaires ne peuvent la fournir à temps. C'est sans compter le format des reportages qui limite le temps alloué à l'analyse poussée d'une nouvelle sur la politique monétaire ou le taux directeur. Tous les journalistes ont mentionné les contraintes de temps auxquelles ils font face. Cette situation s'applique au journalisme radiophonique autant qu'à celui de la presse écrite.

Il y a des sujets économiques où tu n'as pas besoin de parler des deux [l'aspect économique et l'aspect social]. Les taux hypothécaires... tu as 45 secondes pour en parler, tu n'as pas besoin de parler des deux. (J1)

Ce n'est pas qu'on avale tout ce qu'ils disent, mais les analyses sont... puis il faut bien comprendre les journalistes sont obligés d'aller très vite, même ceux qui écrivent directement sur la banque, et ailleurs ils sont obligés d'aller vite puis ils n'ont pas le temps d'être obligés de traduire le langage de l'institution qui est souvent incompréhensible. (J6)

Les journalistes interviewés considèrent donc que la Banque du Canada est une institution indépendante du pouvoir politique ; elle doit par conséquent être couverte avec moins de méfiance qu'un politicien, par exemple. Par ailleurs, ses analyses et son rapport sur la politique monétaire sont considérés comme des faits très rigoureux et même de la science. C'est un « tronc d'information » (J3) immuable. Il faut dire cependant que les journalistes n'ont pas accès aux bases de données de la banque centrale, et que pratiquement tous les économistes pouvant intervenir sur la question sont du côté des marchés financiers (parce que travaillant pour des banques privées et ayant le mandat de commenter l'actualité pour elles). Les journalistes font pourtant

affaire avec ces sources parce qu'elles sont disponibles et efficaces, mais aussi les seules, selon eux, à pouvoir intervenir sur le sujet. Les professeurs d'université pourraient être des sources critiques envisageables, mais ceux-ci sont réputés pour ne pas être très fiables et rapides.

D'autres facteurs externes comme la vitesse de publication, mais aussi le fait que les patrons de presse ne s'intéressent pas au sujet économique (ils considèrent ça important, mais pas intéressant [J2, J4]), affectent la qualité de l'article final. Comment comprendre ces résultats dans le cadre de la théorie du capital comme pouvoir ? Et surtout quelles sont les conséquences de cette situation sur les lecteurs de journaux et de manière plus générale sur le grand public ?

Politiser la couverture journalistique des banques centrales

La séparation entre le pouvoir politique et l'économie de marché est l'un des mythes les plus tenaces de nos sociétés modernes. Pour Nitzan et Bichler, cette dualité provient de la base même de la pensée ayant mené aux révolutions bourgeoises du XVII^e et XVIII^e siècles pour laquelle le marché devait être un lieu d'indépendance, de productivité et de liberté, l'arène où les agents autonomes s'engagent dans la production et l'échange afin d'améliorer leur vie et d'augmenter leur utilité. De l'autre côté, le pouvoir devait être un lieu de contrôle, de commande et d'obéissance, un mal nécessaire à limiter. Le marché génère donc la richesse et la production et le pouvoir doit simplement s'occuper de la redistribution.

Mais c'est cette conception même que la théorie du capital comme pouvoir vient faire éclater. Pour cette théorie, il ne faut pas comprendre le capitalisme comme une économie de marché, ni comme un mode de production, mais bien comme un mode de pouvoir qui subsume toutes les anciennes formes de domination. Pour se maintenir dans le temps, ce mode de pouvoir dépend avant tout de la capitalisation qui est la valeur actualisée d'un flux de revenus futur. Mais cette capitalisation ne dépend pas que

de la sphère productive, elle est présente dans toutes les autres sphères de la société :

Human life, including its social habits and its genetic code, is routinely capitalized. Institutions – from education and entertainment to religion and the law – are habitually capitalized. Voluntary social networks, urban violence, civil war and international conflict are regularly capitalized. Even the environmental future of humanity is capitalized. Nothing escapes the eyes of the discounters. If it generates expected future income, it can be capitalized, and whatever can be capitalized sooner or later is capitalized⁴⁴.

Qu'en est-il de la Banque du Canada et de sa couverture médiatique ? Dans un schéma libéral, une banque centrale est une institution indépendante, qui se situe du côté du marché, et qui a pour but avant tout de préserver la valeur de la monnaie. Les journalistes, quant à eux, dont le degré de professionnalisme dépend aussi de l'indépendance que leur laisse un régime politique, doivent couvrir la banque centrale comme une institution neutre et même de nature scientifique.

Mais pour les tenants de la théorie du capital comme pouvoir, et aussi plus largement pour les économistes institutionnalistes, la Banque du Canada n'est pas indépendante mais bien une institution qui fait amplement partie du capitalisme financier. Son rôle dans le maintien de l'ordre social institutionnel capitaliste⁴⁵ est en grande partie d'inciter les États souverains à faire affaire avec les banques privées et les marchés financiers pour se financer et maintenir leur niveau de monnaie. En prétendant que la banque est une institution indépendante et, pire, en considérant ce qu'elle dit comme de la science, les journalistes écono-

⁴⁴ Shimshon Bichler, Jonathan Nitzan et Piotr Dutkiewicz, « Capitalism as a Mode of Power: Piotr Dutkiewicz in Conversation with Shimshon Bichler and Jonathan Nitzan », dans Piotr Dutkiewicz et Richard Sakwa (dir.), *22 Ideas to Fix the World: Conversations with the World's Foremost Thinkers*, New York, New York University Press, 2013, p. 10, https://www.econstor.eu/bitstream/10419/157985/1/bna-372_20130900_bn_capitalism_as_a_mop_in_22_ideas_to_fix_the_world_long.pdf.

⁴⁵ La définition du capitalisme comme ordre social institutionnalisé est tirée de Nancy Fraser, « Behind Marx's Hidden Abode: For an Expanded Conception of Capitalism », *New Left Review*, n° 86, 2014, p. 55-72.

miques québécois renforcent l'hégémonie du discours néoclassique dans l'espace public, et donc légitiment le mode de pouvoir du capitalisme financier. Cette situation se manifeste concrètement dans les textes journalistiques par la présence constante de plusieurs thèmes chers à l'économie orthodoxe comme le fait que l'inflation est un phénomène strictement monétaire ou comme l'affirmation que les crises économiques proviennent de chocs externes.

La diffusion des croyances économiques jour après jour dans les médias a un effet non négligeable sur le grand public. La sociologue des médias Géraldine Muhlmann explique que les croyances communes et les mythes véhiculés par les journalistes produisent un « effet de réel⁴⁶ ». Ils ne représentent pas vraiment quelque chose plus qu'ils le signifient comme étant vrai. Les journalistes, pour elle : « se complaisent dans les mythes de toutes sortes, non seulement pour dire “c'est réel”, mais pour signifier rapidement à l'intention du grand nombre des choses difficiles à représenter dans la temporalité et avec les moyens impartis aux médias⁴⁷ ».

Dans le cas qui nous concerne, l'indépendance des banques centrales est devenue une croyance commune mythique entretenue par l'institution et reprise par les journalistes qui en font un « effet de réel » dans l'espace public. Ce processus de signification est plus qu'important pour le maintien de l'ordre social institutionnalisé du capitalisme. Comme l'explique le sociologue Philippe Steiner, « une fois le processus enclenché, une fois la croyance économique stabilisée, alors la théorie devient “vraie”⁴⁸ ».

Si la manière dont les gens agissent dépend en partie de la définition des situations dans lesquelles ils agissent, le processus de signification journalistique prend alors une importance considérable. « Les significations jouent le rôle d'une force sociale

⁴⁶ Géraldine Muhlmann, *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot, coll. « Critique de la politique », 2004, p. 248.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 249.

⁴⁸ Philippe Steiner, *La sociologie économique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011, p. 105.

réelle et positive⁴⁹ », surtout dans les questions conflictuelles (ou qui peuvent avoir du moins des explications multiples et contradictoires) comme l'origine de l'endettement ou des crises économiques.

La Banque du Canada ne devrait pas être présentée comme une institution neutre dans chaque article, elle devrait plutôt être traitée de manière nuancée et critique, bref de manière politique. Il en va de même pour la qualité du débat public, mais aussi pour éviter de présenter notre système économique comme quelque chose d'immuable et non de potentiellement réformable face aux multiples crises actuelles – économiques, écologiques et psychiques⁵⁰.

⁴⁹ Stuart Hall, *Identités et cultures : politiques des cultural studies*, Paris, Amsterdam, 2013, p. 146.

⁵⁰ Pour Hartmut Rosa, la forme actuelle du capitalisme se bute à plusieurs limites, dont des limites économiques (les rythmes de croissance ne suffisent plus), écologiques (nous arrivons au bout des ressources non renouvelables) et psychiques (le nombre de burnout ne cesse d'augmenter et l'accélération sociale brise les travailleurs) (Hartmut Rosa, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte, coll. « Théorie critique », 2012).

Bibliographie

- Aglietta, Michel et Jean Cartelier, « Ordre monétaire des économies de marché », dans Michel Aglietta et André Orléan (dir.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, coll. « Histoire et document », 1998, p. 129-157.
- Basu, Laura, Steve Schifferes et Sophie Knowles (dir.), *The Media and Austerity: Comparative Perspectives*, Londres, Routledge, 2018.
- Bénicourt, Emmanuelle et Bernard Guerrien, *La théorie économique néo-classique. Microéconomie, macroéconomie et théorie des jeux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2008.
- Bichler, Shimshon et Jonathan Nitzan, *The Enlightened Capitalist*, Toronto, The Bichler and Nitzan Archives, 2014, https://www.econstor.eu/bitstream/10419/157839/1/bna-397_20140400_bn_the_enlightened_capitalist.pdf.
- Bichler, Shimshon, Nitzan, Jonathan et Piotr Dutkiewicz, « Capitalism as a Mode of Power: Piotr Dutkiewicz in Conversation with Shimshon Bichler and Jonathan Nitzan », dans Piotr Dutkiewicz et Richard Sakwa (dir.), *22 Ideas to Fix the World: Conversations with the World's Foremost Thinkers*, New York, New York University Press, 2013, p. 326-354.
- Davis, Aeron, « Defining Speculative Value in the Age of Financialized Capitalism », *The Sociological Review*, vol. 66, n° 1, 2018, p. 3-19.
- Fischer, Stanley, « Central-Bank Independence Revisited », *The American Economic Review*, vol. 85, n° 2, 1995, p. 201-206.
- Fraser, Nancy, « Behind Marx's Hidden Abode: For an Expanded Conception of Capitalism », *New Left Review*, n° 86, 2014, p. 55-72.
- Grönvall, John, « De-Coupling of Journalism and Democracy: Empirical Insights from Discussions with Leading Nordic Media Executives », *Journalism*, vol. 16, n° 8, 2015, p. 1027-1044.
- Hall, Stuart, *Identités et cultures : politiques des cultural studies*, Paris, Amsterdam, 2013.
- Hayo, Bernd et Matthias Neuenkirch, « Bank of Canada Communication, Media Coverage, and Financial Market Reactions », *Economics Letters*, vol. 115, n° 3, 2012, p. 369-372.
- Knowles, Sophie, Gail Phillips et Johan Lidberg, « Reporting the Global Financial Crisis: A Longitudinal Tri-Nation Study of Mainstream Financial Journalism », *Journalism Studies*, vol. 18, n° 3, 2017, p. 322-340.

- Lamoureux, Samuel, « Servir l'intérêt public ou l'orthodoxie économique ? Analyse comparative de la couverture médiatique des communications de la Banque du Canada », *Radiomorphoses*, 2020, à paraître.
- Lebaron, Frédéric, *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 2000.
- L'Italien, François. *Béhémoth capital. Genèse, développement et financiarisation de la grande corporation*, Montréal, Nota bene, coll. « Société », 2016.
- Lazzarato, Maurizio, *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*, Paris, Amsterdam, 2011.
- Lee, Micky, « A Review of Communication Scholarship on the Financial Markets and the Financial Media », *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014, p. 715-736.
- Meikins Wood, Ellen, *The Origin of Capitalism: A Longer View*, New York, Verso, 2002.
- Muhlmann, Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot, coll. « Critique de la politique », 2004.
- Nitzan, Jonathan et Shimshon Bichler, *Le capital comme pouvoir. Une étude de l'ordre et du créordre*, Paris, Max Milo Éditions, coll. « L'inconnu », 2012.
- Ouellet, Maxime, *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*, Montréal, Écosociété, 2016.
- Pigeon, Marc-André, « The Wizards of Oz: Peering behind the Curtain on the Relationship between Central Banks and the Business Media », dans Dwayne Winseck et Dal Yong Jin (dir.), *The Political Economies of Media. The Transformation of the Global Media Industries*, Londres, Bloombury, 2011, p. 255-271.
- Pineault, Éric, « La Banque du Canada et la dissolution de l'État providence canadien », mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec, 1998.
- Pineault, Éric, « Quelle théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé ? », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 45, 2008, p. 113-132.
- Rosa, Hartmut, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte, coll. « Théorie critique », 2012.
- Schifferes, Steve et Richard Roberts (dir.), *The Media and Financial Crises: Comparative and Historical Perspectives*, Londres, Routledge, 2015.
- Schiffrin, Anya, (dir.), *Bad News: How America's Business Press Missed the Story of the Century*, New York, The New Press, 2011.

- Scialom, Laurence, *Économie bancaire*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2013.
- Seaga Shaw, Ibrahim, *Business Journalism: A Critical Political Economy Approach*, Londres, Routledge, 2016.
- Steiner, Philippe, *La sociologie économique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- Sweezy, Paul et Paul A. Baran, *Le capitalisme monopoliste*, Paris, François Maspero, 1968.
- Tambini, Damien, « What Are Financial Journalists for? », *Journalism Studies*, vol. 11, n° 2, 2010, p. 158-174.
- Thompson, Peter A., « Invested Interests? Reflexivity, Representation and Reporting in Financial Markets », *Journalism*, vol. 14, n° 2, 2013, p. 208-227.
- Winseck, Dwayne, « Reconstructing the Political Economy of Communication for the Digital Media Age », *The Political Economy of Communication*, vol. 4, n° 2, 2016, p. 73-114.
- Zelizer, Barbie, « On the Shelf Life of Democracy in Journalism Scholarship », *Journalism*, vol. 14, n° 4, 2013, p. 459-473.